Sixième rapport d'évaluation du GIEC

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat



« C'est maintenant ou jamais si nous voulons limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C (2,7 °F); sans réductions immédiates et profondes des émissions dans tous les secteurs, ce sera impossible. »

- Le coprésident du Groupe de travail III du GIEC, Jim Skea

Le <u>Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat</u> (GIEC) est l'organe onusien à qui revient la responsabilité d'évaluer l'état des connaissances scientifiques sur les changements climatiques. Ses vastes rapports d'évaluation scientifique sont publiés tous les six ou sept ans; le plus récent (le cinquième) a été publié en 2014 et il a servi de base scientifique à l'Accord de Paris.

Les rapports du GIEC font une évaluation détaillée de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socioéconomiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade.

La contribution du Groupe de travail I au sixième Rapport d'évaluation, intitulée *Climate Change 2021: the Physical Science Basis* [les changements climatiques en 2021 : les fondements scientifiques et physiques] a été rendue publique le 9 août 2021. De son côté, la contribution du Groupe de travail II, intitulée *Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability* [les changements climatiques en 2022 : répercussions, adaptation et vulnérabilité] a été publiée le 28 février 2022. Le *rapport de synthèse final est attendu à l'automne 2022*.

Le 4 avril 2022, la contribution du Groupe de travail III au sixième rapport d'évaluation du GIEC a été rendue publique. Ce rapport s'intéresse plus particulièrement à l'atténuation des bouleversements climatiques et dresse un portrait des connaissances scientifiques, technologiques, environnementales, économiques et sociales en la matière.

Le <u>sommaire technique</u> [en anglais seulement] dresse la liste complète des principales constatations. Le <u>rapport complet</u> contient 17 chapitres, qui vont de l'atténuation des bouleversements climatiques aux sources d'émissions mondiales en passant par les avancées dans le domaine de la réduction et de l'atténuation des émissions. Quant au <u>sommaire à l'intention des décideurs</u>, il résume le contenu du rapport, ce qui pourrait nous être particulièrement utile dans notre travail.

Sixième rapport d'évaluation du GIEC

Faits saillants

- Les énergies solaire et éolienne sont de plus en plus abordables partout dans le monde.
 - Le prix des énergies solaire et éolienne et des batteries pour véhicules électriques a beaucoup baissé depuis 2010. Dans certains cas, il pourrait donc en coûter plus cher d'entretenir un réseau polluant que de passer à une source d'énergie propre.
- L'élimination des **subventions aux combustibles fossiles** et la tarification du carbone favoriseront les investissements dans les solutions et les technologies renouvelables dont le monde a besoin.
 - Il y a de plus en plus de mécanismes et de lois sur l'atténuation des bouleversements climatiques. En 2020, plus de 20 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre étaient assujetties à une forme de taxation ou à un mécanisme d'échange. Ces politiques ne suffiront toutefois pas à réduire les émissions autant qu'il le faudrait.
- Les gouvernements doivent adopter des politiques favorisant les changements de comportement, y compris la manière dont les gens se déplacent et s'alimentent au quotidien.
 - En s'attaquant à la demande, il y aurait moyen de réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans certains secteurs de 70 % d'ici 2050. C'est la première fois qu'un rapport du GIEC contient un chapitre sur l'atténuation de la demande.
- Le maintien des **infrastructures utilisant des combustibles fossiles** jusqu'à la fin de leur vie utile rendrait inatteignable la cible de 1,5 °C.
 - De plus, les infrastructures associées aux nouveaux projets d'exploitation des combustibles fossiles risquent d'être abandonnées, ce qui constitue un risque financier de taille. Les pertes estimées pour la période allant de 2015 à 2050 vont de 1 à 4 billions de dollars.
- Même avec le plus ambitieux des plans, il n'y a que 38 % de chances que nous réussissions à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C.
 - Les rapports précédents du GIEC ont permis d'établir que le franchissement de ce seuil exacerberait la faim, les conflits et les sécheresses partout sur la planète, entraînerait la destruction d'au moins 70 % des récifs de corail et obligerait des millions de personnes à déménager à cause de la hausse du niveau des mers.
- Les émissions mondiales de gaz à effet de serre sont à un sommet inédit, mais leur croissance a ralenti. Pour demeurer sous 1,5 °C, elles doivent commencer à redescendre d'ici 2025 au plus tard.
 - Les émissions doivent connaître un déclin marqué et continu si nous voulons qu'elles diminuent de 43 % d'ici 2030. Les émissions de méthane, elles, devront diminuer du tiers environ.